

# Grèves : la semaine infernale va débuter

Pour la CGSP wallonne, le fédéral devrait prendre exemple sur le gouvernement wallon

**L**o thermomètre de la grogne sociale va atteindre des chaleurs caniculaires. SNCB, services publics, prisons, Tec... Dans les prochains jours, nos services publics vont tourner au ralenti. Et la CGSP wallonne l'affirme : le fédéral devrait prendre exemple sur le gouvernement wallon qui réfléchit à une réduction du temps de travail pour certains fonctionnaires

« Nous voulons faire tomber le gouvernement ». Ces mots sont signés Patrick Lebrun, le nouveau patron de la CGSP wallonne. Et ce vendredi, le secrétaire général de l'interrégionale wallonne n'a pas baissé le tensiomètre d'un fifrelin. « Ce n'est pas une grève au sens politicien du terme », lance Patrick Lebrun. « C'est une grève contre la politique du gouvernement fédéral ».

Pour Patrick Lebrun, il faudrait d'ailleurs un geste fort du gouvernement Michel pour que le mou-

vement s'arrête. « Nous sommes face à un constat de ras-le-bol généralisé. Le fédéral n'arrête pas d'attaquer les services publics. Statut des entreprises publiques, régimes de pensions... Il faut qu'ils arrêtent les attaques ».

Le syndicaliste estime même que Charles Michel devrait s'inspirer du gouvernement wallon. « J'ai organisé de nombreuses actions contre les gouvernements de la communauté française et de la Région wallonne. Mais je constate qu'il y a davantage une volonté de dialoguer avec les syndicats, même si ce n'est pas toujours facile. En Wallonie, ils pourraient prendre des décisions fortes comme une réduction du temps de travail avec embauche compensatoire dans certains services. Les semaines seraient alors de 32 heures, sans réduction de salaire. Dans les prochaines semaines, le gouvernement wallon devrait nous présenter une solution qui irait dans ce sens. Ce serait un geste fort. C'est la preuve qu'une

autre politique est possible ».

Renseignements pris, il est exact que le ministre wallon de la Fonction publique, Christophe Lacroix (PS), travaille sur un projet de ce type. « Il a chargé l'administration d'étudier la faisabilité d'une semaine de quatre jours dans quelques secteurs de la fonction publique, notamment pour des fonctions peu qualifiées et des métiers lourds », confirme sa porte-parole.

## SEMAINE EXPLOSIVE

Reste qu'en matière de grève, la semaine s'annonce explosive. Tant les gardiens de prison que les cheminots ne reprendront pas le chemin du travail ce week-end. Et à partir de mardi, la situation va empirer. Pour rappel, c'est ce jour-là que débutera le mouvement pour la défense des services publics. 10.000 manifestants sont attendus dans les rues de Bruxelles. Plusieurs manifestations sont également prévues dans d'autres villes du pays par la CGSP et son

pendant flamand, l'ACOD. « La CGSP Bruxelles va loquer Wavre », nous confirme Patrick Lebrun. « Sur la Wallonie, il y aura aussi des blocages devant certains sites comme les Tec, des administrations ou encore des écoles ». Mais au contraire du syndicat socialiste, la CSC et le SLEP s'en tiendront strictement à cette journée.

## CHARLES MICHEL RÉAGIT

Charles Michel, en conférence de presse, a réagi face à ces nouvelles tensions : « Il y a eu beaucoup d'accords sociaux qui ont été conclus dans le dernier mois et ils ont été très largement exécutés par le gouvernement », a précisé Charles Michel. « Ça montre bien qu'il y a un décalage entre la réalité, où on prend en compte largement la concertation sociale, et une certaine perception qui est créée... Nous avons un cap très clair, des réformes qui sont nécessaires, sont indispensables, dans le dialogue ».

G. BARK.

## Notre Opinion



**Christian Carpentier**

ÉDITORIALISTE

## Desserrer l'étreinte

ce même si la brutalité de certaines réformes ainsi que le manque de pédagogie et d'empathie du gouvernement fédéral ne font rien pour les désamorcer.

Là où les deux syndicats socialistes se trompent, c'est sur la prise d'otage des usagers qui mine encore un peu plus leur cote de popularité. Mais c'est aussi sur la vision trop étriquée de leur combat. Il suffit pourtant de tourner les yeux pour voir combien, en France, la situation des travailleurs n'est guère plus enviable. Là, ce n'est pourtant pas un gouvernement « MR/N-VA » qui est à la

barre, mais un président et un Premier ministre socialistes ! Cela prouve bien que quelque chose ne tourne plus rond, dans cette austérité que l'Europe impose. Cela ne veut certainement pas dire qu'il faut laisser les finances replonger dans le rouge comme dans les années 80, en reportant la charge sur les générations suivantes. Mais face à une économie mondiale qui ne s'est toujours pas remise de la crise bancaire de 2008, et face au terrorisme qui fait tout sauf favoriser la relance de certains secteurs, il serait grand temps de desserrer l'étreinte. ●

Avec l'aval donné hier par la CGSP-Bruxelles à la grève au finish des services publics, le pays s'est enfoncé un peu plus encore dans une des pires crises sociales de son histoire contemporaine. On ne répètera pas combien les méthodes syndicales sont heurtantes. Et

## GRÈVES - LES SERVICES PARALYSÉS

- SNCB
- Prisons  
Mardi, et peut-être les jours suivants
- TEC-Stib-De Lijn
- Fonction publique
- bpost
- Écoles...



**A partir de mardi  
la situation va  
sérieusement  
empirer**

### L'avis des experts

# Jusqu'à quand pourront-ils tenir?

## Les syndicats

La caisse de grève, c'est le fonds qui permet de soutenir les travailleurs qui décident de se croiser les bras. Mais durant combien de temps ces trésors de guerre pourraient-ils permettre de payer des indemnités? C'est une question à 1.000 €! « Il est quasiment impossible d'y répondre », estime Jean Faniel, directeur du Crisp, le Centre de recherche et d'information sociopolitiques.

« Comme les syndicats sont des associations de fait, elles ne sont pas dans l'obligation de publier leurs comptes. À cela, il faut ajouter qu'à la FGTB, les caisses de grève sont séparées par centrale. Chaque président de centrale connaît ses réserves, mais les informations sur celles-ci restent discrètes. Pour la CSC, c'est plus centralisé et il y a une caisse de grève unique. » Si les syndicats restent discrets, nos confrères de l'Echo ont estimé que la CSC avait accumulé 157,2 millions d'euros dans sa caisse de grève entre 2001 et 2014. Enfin, si ces caisses font l'objet de mystères, des rumeurs veulent que ces fonds peuvent permettre de paralyser le pays durant un mois en cas de grève nationale. Une hypothèse impossible à vérifier. ●

## Le gouvernement

Combien de temps l'exécutif fédéral peut-il tenir face à la pression de la rue et des syndicats? Pour nos politologues, la majorité pourrait tout simplement... ne jamais céder. « Tous les partis du gouvernement ont intérêt à rester inflexibles face à la grève », estime Pierre Verjans, politologue à l'Université de Liège. « Ils montrent ainsi qu'ils adoptent une ligne qui correspond à ce que leurs électeurs souhaitent. Il y a juste à l'intérieur du CD&V où l'attitude du syndicat chrétien peut faire l'objet d'une certaine attention. » Pour Jean Faniel, politologue et directeur du CRISP, la grève n'est pas forcément un facteur unique qui permet de faire tomber un gouvernement. « Certains gouvernements sont déjà tombés

dans des climats sociaux tendus, mais on ne peut pas forcément dire qu'il y avait un lien direct. Il y avait souvent d'autres facteurs qui contribuent à ces chutes comme des tensions internes au sein des coalitions au pouvoir. Enfin, il faut rappeler qu'en cas de chute d'un gouvernement, des élections ne sont pas forcément à l'ordre du jour. On peut très bien constituer un exécutif avec une majorité alternative au Parlement. »

A l'étranger, certains gouvernements sont des spécialistes de la résistance aux conflits sociaux. Ainsi, Margaret Thatcher resta de marbre face aux grèves des mineurs qui sont repartis au travail en mars 1985 après un an de grève... sans rien avoir obtenu. ●